



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

PRÊTS, AIDES ET GARANTIES AUX ENTREPRISES **(Direction générale du Trésor, 1966-2013)**

Répertoire numérique détaillé

établi par Thibaut HAIR, chargé d'études documentaires

1ère édition électronique

Savigny-le-Temple

2021

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Prêts, aides et garanties aux entreprises.....	6
Société Groupe Valfond.....	6
Société APM Bléré - Laval (Ex Valfond).....	6
Société APM Group (Ex Valfond).....	6
Société Valfond Saint-Dizier / Fonderie Bragarde de Machinisme agricole (FBMA) (Ex Valfond Saint-Dizier).....	6
Société Streit Thaon-les-Vosges (Ex APM Thaon-les-Vosges, Ex Valfond Thaon-les-Vosges).....	6
Société Groupe Rencast (Ex Valfond).....	6
Société anonyme OCEA.....	6
Société anonyme Isoroy.....	7
Société anonyme Alstom et ses filiales.....	7
Compagnie Air Littoral.....	7
Société Régie nationale des usines Renault (RNUR).....	7
Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS).....	7
Société H. Ernault - Somua (HES), filiale du Groupe Empain – Schneider.....	7
Société anonyme Thomson -CSF.....	7
Société La Verrerie ouvrière d'Albi (VOA).....	8
Compagnie Air Lib, transport aérien.....	8

Référence

B-0071115/1 – B-0071133/4, B-0071262/1 – B-0071262/3, B-0079499/1 - B-0079502/1

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Prêts, aides et garantie aux entreprises

Dates extrêmes

1966-2013

Noms des principaux producteurs

Direction générale du Trésor, sous-direction financement des entreprises et marchés financiers, bureau financement et développement des entreprises (FINENT 2).

Importance matérielle

24 cartons, soit 7,90 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement PH 084/11 du 12 juillet 2011.

Historique du producteur

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises

nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptables du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée par la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE).

Mode de classement

Thématique.

Présentation du contenu

Ces archives comportent des dossiers de suivi d'entreprises par le Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI).

B-0071115/1 – B-0071133/4, B-0071262/1 – B-0071262/3, B-0079499/1 - B-0079502/1

Prêts, aides et garanties aux entreprises.

1966-2009

B-0071115/1 - B-0071116/3

Société Groupe Valfond (sans numéro), fonderie - usinage notamment pour l'industrie automobile, siège à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine).

Le groupe compte 4 divisions : Véhicules particuliers : usines à Bléré (Indre-et-Loire), à Meung-sur-Loire (Loiret), à Laval (Mayenne), à Thaon-les-Vosges (Vosges), à Delle (Territoire de Belfort), à Châteauroux (Indre), à Douvaine, à Thonon, à Allinges (Haute-Savoie), à Vergongheon (Haute-Loire), à Brive (Corrèze), à Reyrieux (Ain), à Argenton (Orne), à Pont-de-Saix (Tarn), à Chassieu (Rhône), à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) ; Industrie : usines à Fumel (Lot-et-Garonne), à Rezé, à Château-Briand (Loire Atlantique), à Montfaucon (Loire), au Luxembourg ; Châssis - composants : usines à Vouziers (Ardennes), en Pologne ; Autres : usines à Saint-Dizier (Haute-Marne), à Meyzière (Rhône).

1994-2007

B-0071117/1

Société APM Bléré - Laval (Ex Valfond) (N°28053), fonderie de matériaux ferreux, fabricant d'équipements pour automobile, siège à Ruel-Malmaison (Hauts-de-Seine).

Deux sites industriels à Bléré (Indre-et-Loire) et à Laval (Mayenne), (décembre 2002 - mars 2009) ; APM Bléré - Laval en RJ depuis le 4 février 2004, reprise par la Société Auto-Cast en mai 2005.

2002-2009

B-0071117/2 – B-0071119/1

Société APM Group (Ex Valfond) (N°28053), fonderie de matériaux ferreux, fabricant d'équipements pour automobile, siège à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), usine à Argenton (Orne), à Les Ponts-de-Cé (Maine-et-Loire), à Meung-sur-Loire (Loiret), à Clermont-Vouziers (Ardennes), à Chassieu (Rhône), à Thaon-les-Vosges (Vosges).

2002-2007

B-0071119/2

Société Valfond Saint-Dizier / Fonderie Bragarde de Machinisme agricole (FBMA) (Ex Valfond Saint-Dizier) (N°28122), fonderie - usinage, siège et usine à Saint-Dizier (Haute-Marne).

La fonderie Valfond à Saint-Dizier a déposé le 30 septembre 2003 son bilan, en redressement judiciaire le 1er octobre 2003. Reprise par la Société FBMA le 1er avril 2004. La FBMA dépose son bilan le 1er décembre 2005, reprise par le Groupe Pebecco - Sifall en mars 2007.

2001-2007

B-0071120/1

Société Streit Thaon-les-Vosges (Ex APM Thaon-les-Vosges, Ex Valfond Thaon-les-Vosges) (sans numéro), mécanique : production de composants en fonte, acier et aluminium destinés à l'industrie automobile, siège à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), puis à Clerval (Doubs), usine à Thaon-les-Vosges (Vosges), agréments fiscaux.

Rachat de Valfond Thaon-les-Vosges par le Groupe APM en octobre 2002, la Société Valfond Thaon-les-Vosges avait pris la dénomination d'APM Thaon-les-Vosges. Puis par l'AGE du 10 avril 2003, APM Thaon-les-Vosges a pris la dénomination de Streit Thaon-les-Vosges.

2002-2006

B-0071120/2

Société Groupe Rencast (Ex Valfond) (N°28157), fonderie d'aluminium destiné à l'industrie automobile, siège à Bron (Rhône), usine à Brive (Corrèze), à Reyrieux (Ain), à Delle (Territoire de Belfort), à Châteauroux (Indre), à Thonon, à Allinges (Haute-Savoie), à Tarragone (Espagne).

L'essentiel des activités du groupe résulte de la reprise d'établissements du pôle Vital de l'ex Groupe Valfond. Offre de reprise par le Groupe Rencast le 31 juillet 2003, cession des titres le 5 janvier 2004.

2003-2009

B-0071120/3 – B-0071121/2

Société anonyme OCEA (N°28088 et 28089), constructions navales, siège aux Sables d'Olonne (Vendée), 3 sites de production aux Sables d'Olonne, à Fontenay-le-Comte (Vendée), à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique).

2001-2006

B-0071122/1 – B-0071127/1

Société anonyme Isoroy Société anonyme Isoroy (N°1920), industrie lourde du bois : fabrication de panneaux de contreplaqués, de particules, de fibres, d'emballages légers et fromagers (bois et carton), et de composants pour le bâtiment, siège Lisieux (Calvados), sites industriels à Lisieux, à Honfleur, à Saint-Pierre/Dives (Calvados), à Azay-le-Rideau (Indre-et-Loire), à Epernay (Marne), à Lure (Haute-Savoie), à Labruguière (Tarn), à Strasbourg (Bas-Rhin), à Saint-Dizier (Haute-Marne), à Auxerre (Yonne), à Châtellerault (Vienne), à Casteljoux (Lot-et-Garonne), à Blanzac/Montmoreau (Charente), à Argenté du Plessis (Ille-et-Vilaine), à Brouvelieures (Vosges), 4 filiales africaines (Gabon/Centre Afrique/Cameroun) exploitation forestière. La société Isoroy a été constituée en 1982 sous l'égide des pouvoirs publics par fusion des sociétés Leroy, Isorel et Baradel. La société Isoroy a déposé son bilan et mise en redressement judiciaire en avril 1986. Plan de reprise par M. François Pinault (1er octobre 1986).

1978-2004

B-0071127/2 – B-0071132/1

Société anonyme Alstom et ses filiales (N°28091).

Exerce son activité au sein de 4 domaines répartis en branches au sein du groupe : Power (fabrication de chaudières, turbines), Transport (trains), Transmission et distribution (transformateurs, relais de puissance, etc...), Marine (navires de croisière), siège à Paris 16e, répartis en 4 zones géographiques (Europe, Amériques, Asie/Pacifique, Afrique/Moyen-Orient et couvre 147 pays à travers ses 63 bureaux.

2003-2007

B-0071132/2 – B-0071133/2

Compagnie Air Littoral (sans numéro), transport aérien, siège à Montpellier (Hérault).

2001-2004

B-0071133/3

Société Régie nationale des usines Renault (RNUR) (sans numéro), fabrication et commercialisation de véhicules, siège à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), usine à Douai, à Denain (Nord), à Thionville (Moselle).

1966-1988

B-0071133/4

Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) (sans numéro), constructions aéronautiques, siège à Paris 16e, usine à Suresnes, à Chatillon (Hauts-de-Seine), à Les Mureaux (Yvelines), à Toulouse (Haute-Garonne), à Marseille (Bouches-du-Rhône), à Nantes, à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), à Bordeaux, à Saint-Médard en Jaille (Gironde), à Cannes (Alpes Maritimes), à Meaulte (Somme).

1973-1985

B-0071262/1

Société H. Ernault - Somua (HES), filiale du Groupe Empain - Schneider (N° 4915 et 26336), fabrication machines-outils, siège à Vélizy - Villacoublay (Yvelines), usine à Cholet (Maine-et-Loire), à Lisieux (Calvados), à Montzeron (Côte d'Or), à Moulins (Alliers), à Saint-Etienne (Loire).

1977-1985

B-0071262/2

Société anonyme Thomson -CSF (sans numéro), fabrication et commercialisation d'équipements électroménagers et électroniques, siège à Paris 8e, usine à Malakoff, à Meudon (Hauts-de-Seine), à Sartrouville (Yvelines), à Toulouse (Haute-Garonne), à Le Rousset (Bouches-du-Rhône), à Tonnerre (Yonne), à Pessac (Gironde), à Maxville (Meurthe-et-Moselle), à Saint-Apollinaire (Côte d'Or).

1976-1990

B-0071262/3

Société La Verrerie ouvrière d'Albi (VOA) (N°684), fabrication de bouteilles en verre (verre creux mécanique), siège et usine à Albi (ZI de Saint-Jerey, Tarn).

1974-1983

B-0079499/1 – B-0079502/1

Compagnie Air Lib, transport aérien, siège à Orly (Val-de-Marne).

Créée le 20 septembre 2001 par la fusion d'AOM et d'Air Liberté, la compagnie est déclarée en cessation de paiement le 13 février 2003 et sa liquidation est prononcée le 17 février 2003.

2002-2003, 2009-2013